

# Berne toujours confiante dans sa droite

**ÉLECTIONS** Les Bernois ne veulent pas de changement au sein de leur gouvernement. Ils ont sans grande surprise redonné leurs faveurs au camp bourgeois, préférant la centriste Astrid Bärtschi au socialiste Erich Fehr

ALEXANDRE STEINER, BERNE  
@alexansteiner

L'arrivée de la centriste Astrid Bärtschi au Rathaus, en tête des huit principaux candidats au Conseil d'Etat et sous les applaudissements, laissait peu de doutes quant à l'issue des élections cantonales bernoises à quelques minutes de l'annonce des résultats. Ce dimanche sur le coup de 18h20, le camp bourgeois a comme prévu confirmé sa majorité gouvernementale. Après avoir fait la course en tête tout l'après-midi, le ticket bourgeois mené par Pierre Alain Schnegg s'est éparpillé dans la dernière ligne droite. Comme à l'accoutumée, l'arrondissement urbain de Berne-Mittelland, traditionnellement favorable à la gauche, est venu rebattre les cartes.

## SUR LE WEB

**Astrid Bärtschi: «La présence du Centre au gouvernement bernois est nécessaire**  
La droite bernoise comptait sur la centriste Astrid Bärtschi, ancienne éminente grise du PBD suisse, pour conserver la majorité au gouvernement le 27 mars prochain. C'est ce qu'il s'est passé.

Retrouvez son interview, par Alexandre Steiner, sur [www.letemps.ch](http://www.letemps.ch)

## Le duel tourne court

Finalement, le socialiste Christoph Ammann a remporté le plus grand nombre de suffrages. Suivent dans l'ordre le PLR Philippe Müller, la Verte Christine Häslér, l'UDC Pierre Alain Schnegg, la socialiste Evi Allemann, la centriste Astrid Bärtschi et l'UDC Christoph Neuhaus. Le maire socialiste de Bienne, Erich Fehr, sur lequel avait mis le camp rose-vert, échoue à la huitième place, avec 16000 voix de retard.

Le duel qui l'opposait à Astrid Bärtschi pour le seul siège vacant, celui de la centriste Beatrice Simon, a rapidement tourné court. La candidate n'a jamais été inquiétée, ayant systématiquement l'ascendant sur son rival au fur et à mesure que les résultats des arrondissements tombaient. «Cette victoire montre que les Bernois veulent de la stabilité», commentait-elle au milieu de la foule venue envahir l'Hôtel du gouvernement en fin d'après-midi.

Erich Fehr, lui, faisait part de sa déception: «Je voulais être élu, et que le camp rose-vert reprenne la majorité. C'est un double échec, mais le canton de Berne vote traditionnellement à droite et le ticket bourgeois ne présentait aucune fissure, ce qui rendait la tâche très compliquée.» Même dans sa ville, Bienne, il n'est arrivé que troisième, derrière Christine Häslér et Evi Allemann. «C'est normal, car la gauche met beaucoup les femmes en avant et je suis très heureux pour elles», relativise-t-il.



Le nouveau Conseil-exécutif bernois (de gauche à droite): Christoph Ammann (PS), Evi Allemann (PS), Christoph Neuhaus (UDC), Astrid Bärtschi (Centre), Philippe Müller (PLR), Christine Häslér (Vert-e-s), et Pierre Alain Schnegg (UDC). (BERNE, 27 MARS 2022 / ALESSANDRO DELLA VALLE/KEYSTONE)

Les résultats le montrent, l'alliance de droite a nettement mieux fonctionné avec un écart de 17000 voix entre le premier et le dernier candidat du ticket. A gauche, il est de 35000 voix. L'UDC a clairement soutenu Astrid Bärtschi, montrant que les anciennes blessures de la scission du PBD – dont elle est issue – en 2008 sont désormais cicatrisées. Les Vert-e-s en ont-ils fait de même avec le PS, eux qui souhaitaient dans un premier temps lancer un second candidat? On peut en douter, même si leur présidente, Natalie Imboden, assure que oui et constate qu'Astrid Bärtschi a «peut-être bénéficié d'un plus large soutien des femmes.»

«Nous avons l'impression que les Vert-e-s ont joué le jeu, mais nous savions que ce serait très compliqué de renverser la majorité dans un canton de tradition bourgeoise. Erich Fehr a fait une campagne très engagée, mais il n'est peut-être pas

parvenu à convaincre dans d'autres partis, contrairement à Christoph Ammann. En tant que directeur de l'Economie, ce dernier obtient aussi des voix bourgeoises», poursuit le coprésident du PS Ueli Egger.

**«Je voulais être élu, et que le camp rose-vert reprenne la majorité. C'est un double échec»**

ERICH FEHR, CANDIDAT SOCIALISTE, NON ÉLU

Concernant le siège réservé au Jura bernois, il était couru d'avance qu'il reviendrait à Pierre Alain Schnegg. Salué de toutes parts pour sa gestion de la pandémie et décrit

comme l'homme fort du gouvernement durant la campagne, le directeur de la Santé, des affaires sociales et de l'intégration sort de ce scrutin avec une popularité renforcée. De candidat le moins bien élu en 2018, il grimpe au quatrième rang. «Cela démontre que ma direction et le gouvernement ont bien travaillé durant cette crise», réagit-il alors qu'il se fait assaillir par des proches en quête de selfie.

## D'une crise à une autre

A la pandémie s'ajoute désormais la crise ukrainienne et ses flux de réfugiés. Le canton de Berne pourrait en accueillir 30000 d'ici à la fin de 2022. Est-il prêt à se lancer dans ce grand écart après deux années déjà éprouvantes? «C'est clair que cela ne va pas être facile et que ma direction va être très sollicitée», répond Pierre Alain Schnegg. Nous devons repartir pratiquement à zéro, même si nous avons acquis de l'expérience au cours de

la précédente législature», constate Pierre Alain Schnegg.

Alors que le gouvernement à majorité de droite a vu plusieurs de ses réformes désavouées au cours de la précédente législature (cadeaux fiscaux aux entreprises, coupes dans l'aide sociale ou extension des horaires d'ouverture des magasins), le conseiller d'Etat ne s'étonne pas outre mesure qu'il soit aujourd'hui reconduit: «En votation, les partis de droite affichent des différences dans leurs prises de position. Mais lorsqu'il s'agit d'appliquer de grands principes, ils font bloc.»

Occupé à fêter autour d'une bière, le grand vainqueur du jour, Christoph Ammann, relativisait: «Nous devons analyser les résultats en détail pour savoir ce qui a moins bien fonctionné dans le camp rose-vert. Mais au vu de la situation mondiale, cela ne m'étonne pas que les Bernois aient considéré que le temps n'était pas aux expérimentations.» ■

## «Le peuple a voté la stabilité»

**ANALYSE** L'électorat du bloc bourgeois s'est montré beaucoup plus discipliné que celui de la gauche. L'alliance entre le PS et les Vert-e-s a tendance à se lézarder dès lors que les deux formations deviennent de plus en plus concurrentes. L'analyse du politologue et directeur de l'Année politique suisse, Marc Bühlmann



Le canton de Berne a voté la stabilité. Logique dans une période de crise marquée par la pandémie de covid? Oui, plusieurs signes confirment cette hypothèse. Tous les candidats sortants ont été réélus. De plus, le taux de participation est bas. J'en déduis que l'électorat est relativement content du fonctionnement de son gouvernement.

L'électorat du bloc bourgeois a voté de manière beaucoup plus disciplinée que celui de la gauche. Cela signifie-t-il que l'alliance des Vert-e-s et du PS se fragilise dès lors que ces deux formations se concurrencent de plus en plus? On l'a déjà vu lors du choix des candidats au sein de la liste de gauche. Les Vert-e-s ont envisagé de désigner Moussia de Watteville dans le Jura bernois pour concurrencer Pierre Alain

**«L'électorat semble content du fonctionnement de son gouvernement»**

MARC BÜHLMANN, POLITOLOGUE

Schnegg, ce qui aurait débouché sur une liste avec deux Vert-e-s et deux PS. En ce moment, le PS est le plus grand parti, mais il est possible qu'au sein de l'électorat, cette liste avec 3 PS et une seule Verte (Christine Häslér, très bien élue) ait suscité un léger malaise.

Est-ce un échec cuisant pour le bloc de gauche? Non! En Suisse, il n'y a que deux cantons, Genève et Vaud pour l'instant, qui connaissent une majorité rose-verte. A Berne, un canton bourgeois, un tel résultat aurait vraiment constitué une grosse surprise.

Aujourd'hui, le peuple plébiscite la majorité sortante. Mais cet exécutif a été battu dans plusieurs votations, de la loi sur l'énergie à la réforme de l'aide sociale. N'est-ce pas paradoxal? Sur les dix votations qu'il y a eues durant la dernière législature, le gouvernement a perdu cinq fois. Si on analyse les résultats, on s'aperçoit qu'à trois reprises, le peuple a voulu une correction à gauche, et deux fois une correction à droite. Cela montre qu'il tient à des projets très équilibrés.

L'électorat est-il devenu beaucoup plus volatil dans la mesure où c'est le camp qui mobilise le plus qui l'emporte? C'est vrai. En 2018, le PS avait gagné cinq sièges au Grand Conseil grâce à de bons apparentements de listes. Cette année, les deux camps se sont

mobilisés de manière assez semblable.

Comment Berne s'est-elle transformée politiquement ces dernières décennies après l'affaire des caisses noires en 1986? De plus en plus de petits partis composent le spectre politique et changent la donne: l'ascension des Vert-e-s et des vert'libéraux notamment. Pour la démocratie, ces mouvements sont sains, même si le canton devient plus difficile à diriger en raison de coalitions changeantes.

Quels signaux les élections bernoises donnent-elles un an et demi avant les élections fédérales? La vague verte s'est-elle? On ne peut pas comparer une élection cantonale et une élection fédérale. Je n'aime pas cette expression de «vague», car cette progression écologique se produit depuis 50 ans. C'est dire qu'un tel mouvement prend du temps pour influencer sur la société. Aujourd'hui, même l'UDC se pré-tend vert. L'écologie va rester importante et la «vague» verte se poursuivra au niveau national. ■ PROPOS RECUEILLIS PAR M. G.

## INTERVIEW

## Poussées écologistes

**PARLEMENT** Les Vert-e-s et les vert'libéraux ont remporté chacun cinq sièges supplémentaires au Grand Conseil

MICHEL GUILLAUME, BERNE  
@mfguillaume

Les résultats au Grand Conseil bernois confirment les grandes tendances notées lors des élections cantonales depuis la dernière échéance fédérale en octobre 2019. Les Vert-e-s, qui gagnent cinq sièges, progressent surtout au détriment du PS, qui en perd six. Les vert'libéraux poursuivent eux aussi leur ascension en remportant cinq sièges supplémentaires.

L'UDC reste de loin la plus grande formation du canton, même si elle égare deux sièges. Lors de la prochaine législature, elle en comptera 44 sur les 160 du Grand Conseil. Son but minimal, qui était la stabilité, n'a pas été atteint, mais le bloc bourgeois conserve une majorité au plénum. Le centre droit atteint 81 sièges avec le PLR (18), Le Centre (12) et diverses petites formations. De son côté, le centre gauche parvient à 79 sièges, dont 32 pour le PS, 19 pour les Vert-e-s et 16 pour les vert'libéraux, du moins lorsqu'il s'agit des thèmes

de l'environnement et de la politique familiale.

Comme il fallait s'y attendre, ces derniers ont réussi la plus forte hausse en termes de suffrages électoraux (+2,9%). Eux qui s'étaient fixé le gain de trois sièges au minimum ont plus qu'atteint leur but: «Nous sommes heureux. Durant la prochaine législature, nous pourrions davantage jouer un rôle d'arbitre», déclare leur président, Casimir von Arx. Dimanche soir, il était encore difficile de dire au détriment de quels partis ils ont progressé. «Mais je suppose que nous avons pris des voix au PLR, au Centre et au PS», ajoute Casimir von Arx.

Comme sur le plan national, les forces s'équilibrent lentement mais sûrement entre le PS et les Vert-e-s, même si le premier reste le grand frère. Alors qu'ils avaient bénéficié de l'apparement des listes en gagnant cinq sièges en 2018, les voilà revenus au niveau des élections de 2014. Pour le PS, c'est un peu le scénario catastrophe, d'autant plus que leur coprésidente Mirjam Veglio n'a pas été réélue dans le cercle électoral de Mittelland-Nord. «Mais nous continuerons à travailler ensemble», assure l'autre coprésident, Ueli Egger. ■ M. G.